



REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DES PROGRAMMES DE
DÉNATIONALISATION

CONTRÔLE FINANCIER



Pour la qualité de la dépense

**RAPPORT D'ACTIVITES DU CONTROLE
FINANCIER POUR LA GESTION 2015**

Février 2016

GESTION DES MODIFICATIONS

Version	Date de la version	Nature de la modification
Indice A	Février 2016	Rédaction du rapport

	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Nom	ABOHOUNGOE D. Bruce	OGOUSSAN BOCO Charlotte	DJIGLA Latifou Franck K.
Fonction	Chef Secrétariat Administratif	Chef Bureau des Affaires Administratives et du Matériel	Contrôleur Financier
Date	10/02/2016	12/02/2016	15/02/2016

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
1. Point des dossiers traités.....	1
1.1 Courriers et communications reçus.....	1
1.2 Titres d'engagement.....	1
1.2.1 Situation des contrats traités.....	2
1.2.2 Point des contrats de marchés publics par type de procédure.....	3
1.2.3 Situation des décisions de mandatement et bons de commande traités.....	3
1.3 Point des titres de paiement.....	4
1.4 Point du traitement des dossiers de carrière des agents de l'Etat.....	4
2. Point de la consommation des crédits.....	5
2.1 Situation globale de consommation des crédits du budget de l'Etat.....	6
2.2 Situation spécifique de consommation des crédits d'investissements publics.....	6
3. Point d'exécution du Plan de Travail Annuel.....	7
3.1 Refonte fonctionnelle et organisationnelle du Contrôle Financier pour sa mise en conformité avec la LOLF.....	8
3.1.1 Généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement.....	8
3.1.2 Evaluation de la généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement.....	8
3.1.3 Mise en œuvre de la démarche qualité.....	8
3.2 Appui à la mise en place du contrôle interne et de gestion par les ordonnateurs.....	8
3.2.1 Renforcement de la constatation du service fait.....	9
3.2.2 Point du contrôle des inventaires.....	10
3.2.3 Sensibilisation des ordonnateurs sur la mise en place du contrôle interne et du contrôle de gestion dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF.....	11
3.3 Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des cadres du Contrôle Financier et des acteurs de la chaîne des dépenses publiques.....	11
3.3.1 Organisation de formation au profit du personnel.....	11
3.3.2 Organisation d'une tournée d'appui-conseils au profit des ministères, institutions de l'Etat et départements.....	11
3.3.3 Acquisition d'équipement.....	12
3.4 Actualisation et élaboration des manuels de gestion du Contrôle Financier.....	12
4. Difficultés rencontrées et suggestions.....	12
4.1 Difficultés rencontrées.....	12
4.2 Suggestions.....	12
CONCLUSION.....	12

INTRODUCTION

Structure directement rattachée au Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation, le Contrôle Financier a pour mission d'assister le Ministre en charge des Finances dans le contrôle permanent des finances de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et semi-publics et d'une manière générale de tous organismes publics. A l'instar des autres structures du ministère, il fait trimestriellement le point de l'exécution de ses activités.

Le présent rapport rend compte des activités menées au cours de la gestion 2015 et s'articule autour des quatre (04) parties suivantes :

- point des dossiers traités ;
- point de la consommation des crédits ;
- point d'exécution du PTA 2015 ;
- difficultés rencontrées et suggestions.

1. Point des dossiers traités

Les dossiers traités par le Contrôle Financier comprennent :

- les courriers et communications ;
- les titres d'engagement
- les titres de paiement ;
- les dossiers relatifs à la carrière des agents de l'Etat.

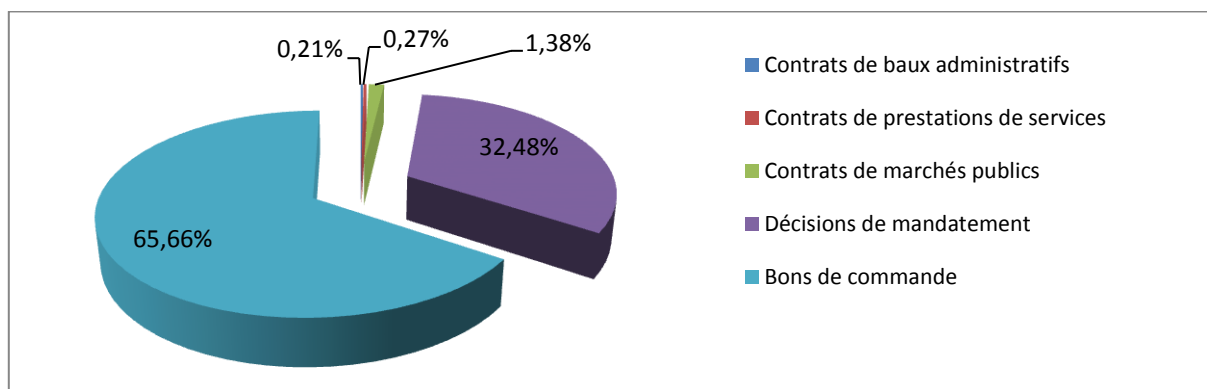
1.1 Courriers et communications reçus

En 2015, le Contrôle Financier a reçu **4336** courriers dont **32 %** de courriers ordinaires enregistrés par le Secrétariat Central et **68 %** de courriers confidentiels enregistrés par le Secrétariat Particulier. Ils ont généralement pour objet l'invitation du Contrôle Financier à diverses séances de travail, réunions, travaux en commission (réceptions, dépouillement, etc.). En outre, **54** communications en Conseil des Ministres ont été reçues et traitées.

1.2 Titres d'engagement

Les titres d'engagement regroupent les contrats de baux administratifs, les contrats de prestations de services, les contrats de marchés publics, les décisions de mandatement et les bons de commande.

Au cours de la gestion 2015, **29 633** titres d'engagement ont été reçus et traités. Leur répartition par nature est présentée dans la figure suivante.

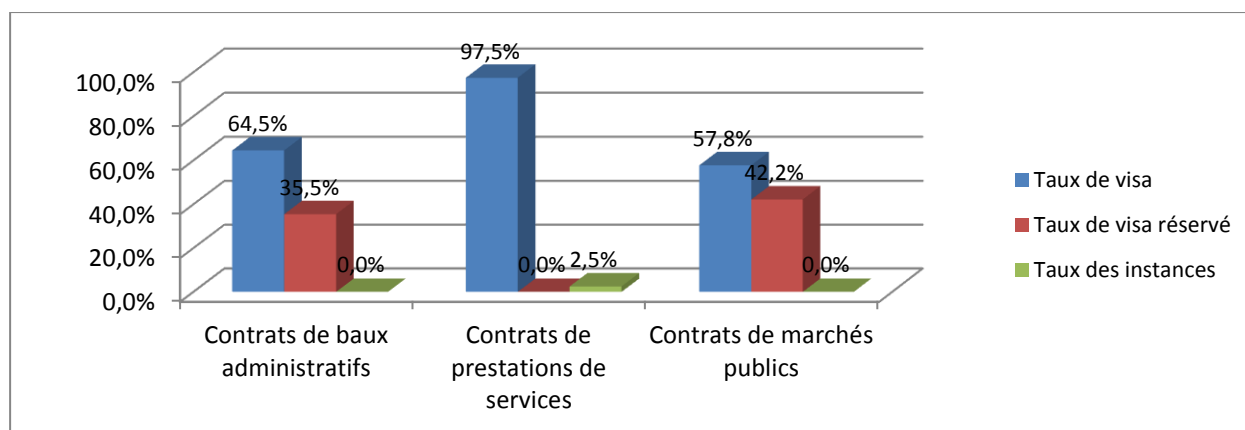
Figure n° 1 : Répartition des titres d'engagement traités en 2015

Source : Données du tableau n° 1 de l'annexe n° 1.

Il ressort de la figure ci-dessus que les bons de commande représentent 65,66 % des titres d'engagement soumis à l'étude du Contrôle Financier tandis que les décisions de mandatement représentent 32,48 %. L'ensemble des contrats étudiés ne représentent que 1,86 % des titres d'engagement (Cf. tableau n° 1 de l'annexe n° 1).

1.2.1 Situation des contrats traités

Au total, 552 contrats ont été reçus et traités. Leur situation est présentée dans la figure ci-après.

Figure n° 2 : Situation des contrats traités en 2015

Source : Données du tableau n° 2 de l'annexe n° 1.

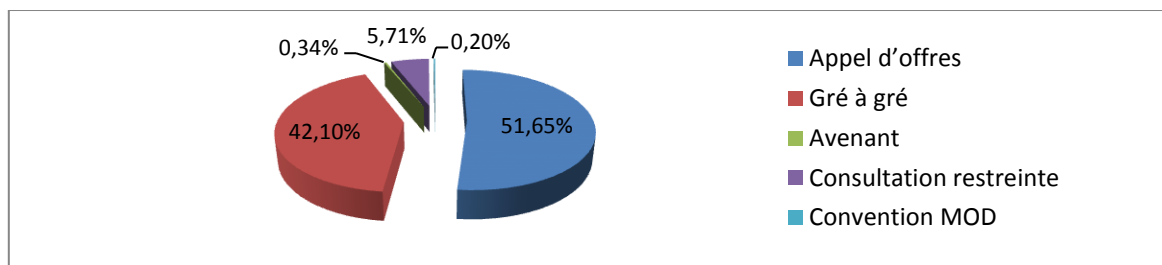
De cette figure, il ressort que le **plus fort taux de visa** est enregistré au niveau des contrats de prestations de services (97,5 %) tandis que le **plus fort taux de visa réservé** est noté au niveau des contrats de marchés publics (soit 42,2%).

Le **taux global de visa** des contrats est ressorti à 64,3% contre 96 % en 2014. Les **taux globaux de visa réservé et d'instance** sont respectivement de 35,3% et 0,4% (Cf. tableau 2 de l'annexe 1).

1.2.2 Point des contrats de marchés publics par type de procédure

En ce qui concerne spécifiquement les contrats de marchés publics, leur répartition suivant le mode de passation est présentée dans la figure suivante.

Figure n° 3 : Importance relative des modes de passation de marchés utilisés en 2015



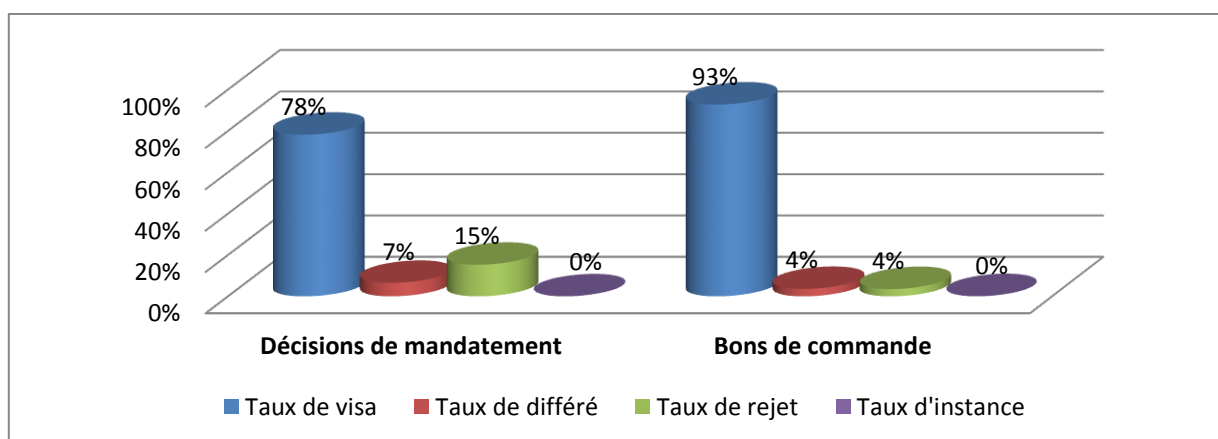
Source : Données du tableau n° 3 de l'annexe n° 1

La figure ci-dessus révèle une utilisation inappropriée du gré à gré qui devrait être un mode de passation d'exception. En effet, le montant cumulé des contrats passés par le gré à gré représente **42,10 %** du montant total de ceux passés au cours de la période de référence (Cf. tableau 3 de l'annexe 1), alors que le plafond fixé par le code des marchés publics est de **10 %** du montant total des marchés. Face à cette situation, il importe que la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics veille au respect effectif de la réglementation en la matière.

1.2.3 Situation des décisions de mandatement et bons de commande traités

La situation des décisions de mandatement et bons de commande traités au cours de la gestion 2015 est illustrée par le graphique suivant.

Figure n° 4 : Situation des décisions de mandatement et bons de commande traités en 2015



Source : Données du tableau n° 4 de l'annexe n° 1.

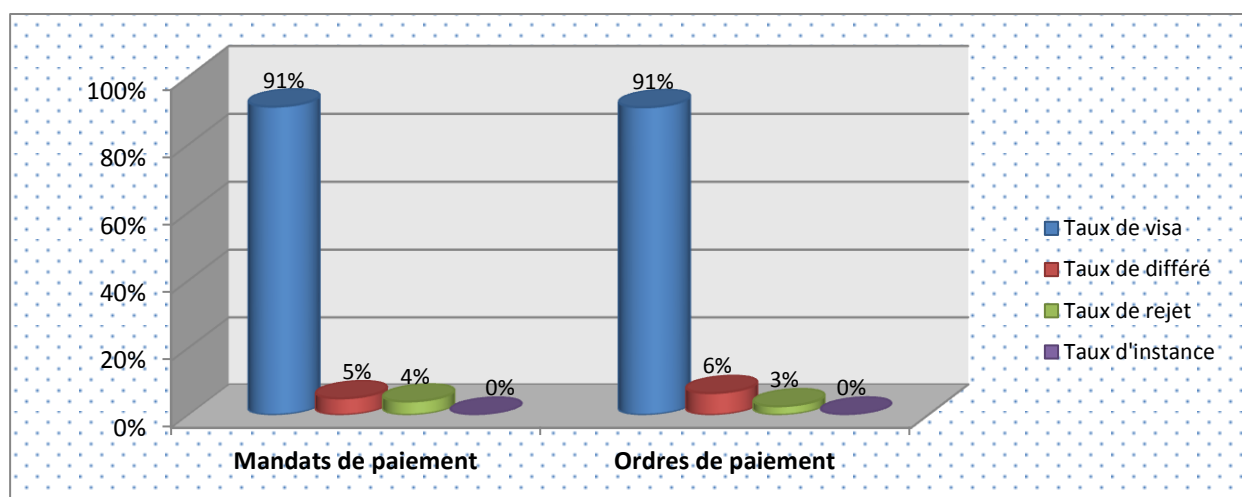
La lecture de ce graphique permet d'observer que le plus fort taux de visa est enregistré au niveau des bons de commande (**93%**) tandis que le plus fort taux de rejet est noté au niveau des décisions de mandatement (**15 %**).

Le **taux global de visa des décisions de mandatement et des bons de commande** est de 88 % contre **78,96%** en 2014. Le **taux global de rejet** est de 7 % contre **14,80 %** en 2014 et le **taux global de différé** est de 5 % contre **6,21 %** en 2014. Cette performance pourrait s'expliquer par la prise en compte par les acteurs de la chaîne de dépense des conseils qui leur sont prodigués à l'occasion de la tournée annuelle d'appui-conseils qu'organise le Contrôle Financier dans les ministères, institutions de l'Etat et départements (Cf. tableau 4 de l'annexe 1).

1.3 Point des titres de paiement

En 2015, 31 774 titres de paiement ont été reçus dont 87 % de mandats de paiement et 13 % d'ordres de paiement. La situation au 31 décembre 2015 de ces titres est illustrée par la figure suivante.

Figure n° 5 : Situation des titres de paiement traités en 2015



Source : Données du tableau n° 6 de l'annexe n° 1.

De la lecture de cette figure, il ressort que les taux de visa des mandats de paiement et ordres de paiement sont satisfaisants (soit plus de 90 %).

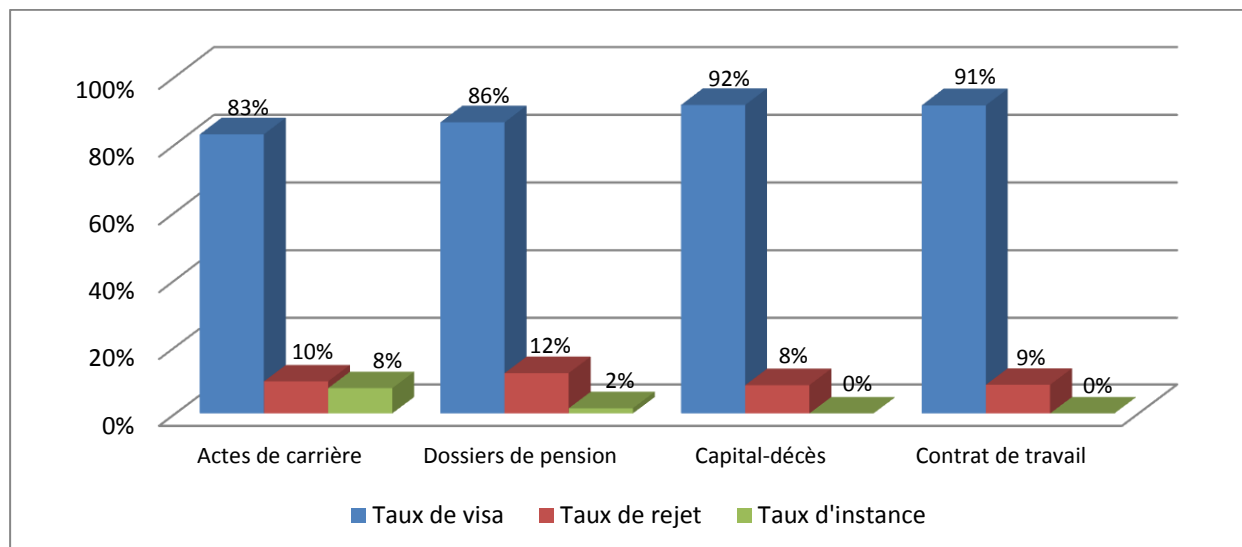
Le **taux global de visa des titres de paiement** est de 91 % contre 92 % en 2014, tandis que le taux global de rejet est de 4 % contre 3 % en 2014 ; le taux global de différé est resté statique à 5 % (Cf. tableau 6 de l'annexe 1).

1.4 Point du traitement des dossiers de carrière des agents de l'Etat

Au cours de la gestion 2015, le nombre de dossiers relatifs à la carrière des agents de l'Etat reçus s'élève à **3 447** dont **50 %** d'actes de carrière, **43 %** de dossiers de pension, **2 %** de dossiers de

capital-décès et 5 % de contrats de travail (Cf. Tableau n° 7 de l'annexe n° 1). La situation au 31 décembre 2015 du traitement de ces différents dossiers est présentée dans la figure suivante.

Figure n° 6 : Situation des dossiers de carrière des agents de l'Etat traités en 2015.



Source : Données du tableau n° 7 de l'annexe n° 1.

Il ressort de ce graphique que le plus fort taux de rejet est noté au niveau des dossiers de pension (soit 12 %), tandis que le plus faible taux de rejet est observé au niveau des dossiers de capital-décès (soit 8 %). Les plus forts taux de visa sont particulièrement observés au niveau des dossiers de capital-décès (92 %) et des contrats de travail (91 %).

Il faut noter que le taux de rejet des dossiers de pension est en hausse comparativement à la situation observée en 2014 où ce taux est ressorti à 2,8 %. Cette situation s'explique par l'accroissement des dossiers de mauvaise qualité reçus pour étude et qui ont dû faire l'objet de visa réservé. Il importe que les capacités des agents en charge du montage de ces dossiers au niveau de la Direction des Pensions et Rentes Viagères (DPRV) soient renforcées pour améliorer la situation au cours de la gestion 2016.

De façon globale, il faut noter que le **taux de visa** s'est amélioré par rapport à la gestion 2014. En effet, ce taux est ressorti à 85 % contre 82,6 % en 2014. Par contre, le taux global de rejet qui est ressorti à 11 % est en hausse par rapport à 2014 où il n'a été que de 6,8 % (Cf. tableau n° 7 de l'annexe n° 1).

Par ailleurs, le Contrôle Financier a participé à des travaux en commissions sur diverses questions relatives à la carrière des agents de l'Etat dont la liste figure à l'**annexe n° 2**.

2. Point de la consommation des crédits

La présentation du point de consommation des crédits dans le cadre de l'exécution des dépenses publiques s'articule autour des deux points suivants :

- situation globale de consommation des crédits du budget de l'Etat ;
- situation spécifique de consommation des crédits de dépenses d'investissements publics.

2.1 Situation globale de consommation des crédits du budget de l'Etat

La situation globale de consommation des crédits du budget de l'Etat en 2015 est présentée dans le tableau n° 1 de l'annexe n° 3. De ce tableau, il ressort que le taux global d'engagement est de **74,50 %**. Le plus fort taux d'engagement a été enregistré au niveau de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (soit **122,02 %**), tandis que le plus faible taux d'engagement est noté au niveau de l'Assemblée Nationale (soit **33,87 %**). Quant au taux d'ordonnancement, il est globalement ressorti à **67,70 %** ; le plus fort taux est enregistré au niveau du Ministère de la Micro Finance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (soit **116,16 %**), tandis que le plus faible est noté au niveau du Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables (soit **24,11 %**).

Il est à noter que le taux global d'engagement n'est pas meilleur à celui de la gestion 2014. En effet, ce taux était de **89,69 %** contre **74,50 %** en 2015. Par contre, le taux global d'ordonnancement établi à **67,70 %** s'est amélioré comparativement à la gestion 2014 où il était de **49,32 %**.

Par ailleurs, il est à noter que des **engagements en dépassement** sont effectués au niveau de sept (7) structures à savoir : la Cour Constitutionnelle, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère en charge de la Justice, le Ministère chargé de la Micro Finance, le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire et le Ministère en charge des Affaires Etrangères. Le plus fort taux de dépassement est réalisé par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (soit **22, 02%**).

Enfin, il faut noter que le **taux global des dépenses engagées par OP** est de **2,44 %** contre **2,89 %** en 2014 ; ce qui indique que des efforts de réduction des dépenses exécutées par OP ont été poursuivis. Le **plus fort taux d'OP** est noté au niveau du Ministère en charge de l'Energie (soit **16,28 %**). **18,92 %**) et le **plus faible taux d'OP** est enregistré au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (soit **0,46 %**).

2.2 Situation spécifique de consommation des crédits d'investissements publics

La situation de consommation des crédits d'investissements publics n'est pas satisfaisante comparativement à celle de 2014. En effet, le taux global d'engagement est ressorti à **84,34 %** contre **93, 81 %** en 2014. Par contre, le **taux global d'ordonnancement** est en nette amélioration par rapport à la gestion 2014 où il est ressorti à **56,29 %** contre **69,89 % en 2015** (Cf. tableau n° 2

de l'annexe n° 3). Cette performance dans la consommation des crédits d'investissements publics est le résultat des actions menées pour améliorer la consommation des crédits de dépenses sociales prioritaires.

Le **plus fort taux d'engagement** est noté au niveau du Ministère en charge de la coordination des politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (soit **99,39 %**, tandis que le **plus faible taux d'engagement** est observé au niveau du Ministère en charge des Affaires Etrangères (soit **23 %**).

Le **plus fort taux d'ordonnancement** est enregistré au niveau de la Présidence de la République (soit **129,42 %**) tandis que le **plus faible taux d'ordonnancement** est obtenu par le Ministère en charge des Affaires Etrangères (soit **13,95 %**).

Le **plus fort taux d'engagement en dépassement** est noté au niveau de la Présidence de la République (soit 29,42%) ; ce qui explique le fort taux d'engagement enregistré au niveau de cette institution.

Par ailleurs, le recours aux OP dans l'exécution des dépenses d'investissements publics a connu un taux plus élevé comparativement à la situation observée pour les dépenses de fonctionnement. En effet, ce taux est de 5,42 % pour les dépenses PIP contre 2,44 % pour les dépenses de fonctionnement. En outre, ce taux est en légère diminution par rapport à la gestion 2014 où il était de 6,42 % contre 5,52 % en 2015. Malgré cette performance, la situation demeure préoccupante car elle nécessite de prendre des mesures appropriées pour éviter des dérives dans l'exécution des dépenses d'investissements publics.

Le **plus fort taux d'OP** est enregistré au niveau du Ministère en charge de l'Energie (soit **18,29 %**), tandis que le **plus faible taux d'OP** est noté au Ministère en charge du Développement (soit **0,34 %**).

3. Point d'exécution du Plan de Travail Annuel

Au 31 décembre 2014, le taux d'exécution physique du PTA est de 90,4 % sur un taux prévisionnel de 100 %, soit un écart de 9,6 %. Quatre (04) actions sont prévues au PTA 2014 du Contrôle Financier. Il s'agit :

- de la réorganisation du cadre normatif et réglementaire du Contrôle Financier ;
- du renforcement des capacités techniques et opérationnelles des cadres du Contrôle Financier et de la chaîne des dépenses ;
- du renforcement du contrôle des inventaires et de la constatation du service fait ;
- de l'actualisation des référentiels du Contrôle Financier.

Le point détaillé des activités menées par action se présente comme suit.

3.1 Refonte fonctionnelle et organisationnelle du Contrôle Financier pour sa mise en conformité avec la LOLF

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, trois activités ont été menées à savoir : la généralisation de la réforme de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement d'une part, l'évaluation semestrielle de cette généralisation et la mise en œuvre de la démarche qualité en vue de la certification du Contrôle Financier à l'ISO 9001 : 2008.

3.1.1 Généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement

Conformément à l'arrêté n° 0006//MEFPD/DC/SGM/CF/SP du 05/01/2015, portant généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement, tous les ministères et institutions de l'Etat ont été pris en compte par la réforme. Des reconfigurations dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) ont été réalisées à cet effet et une validation électronique de la constatation du service fait par les Délégués du Contrôleur Financier a été instaurée.

3.1.2 Evaluation de la généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement

Contrairement aux années précédentes, la généralisation de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement n'a pas été évaluée par les seuls membres du Groupe « Réforme du Contrôle Financier » mais par des équipes d'évaluation élargie à d'autres structures du Ministère telles que la Direction de la Programmation et de la Prospective, la Direction Générale des Affaires Economiques, le Conseiller Technique aux Finances, etc.

3.1.3 Mise en œuvre de la démarche qualité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche qualité au niveau du Contrôle Financier, il a été réalisé un diagnostic qualité de départ ainsi qu'une sensibilisation du personnel sur la démarche qualité. En outre, la description des processus ainsi que la définition des engagements de service et des indicateurs qualité ont été réalisés dans le cadre de l'élaboration du système documentaire qualité de la structure.

3.2 Appui à la mise en place du contrôle interne et de gestion par les ordonnateurs

Trois activités ont été réalisées dans le cadre de cette action. Il s'agit :

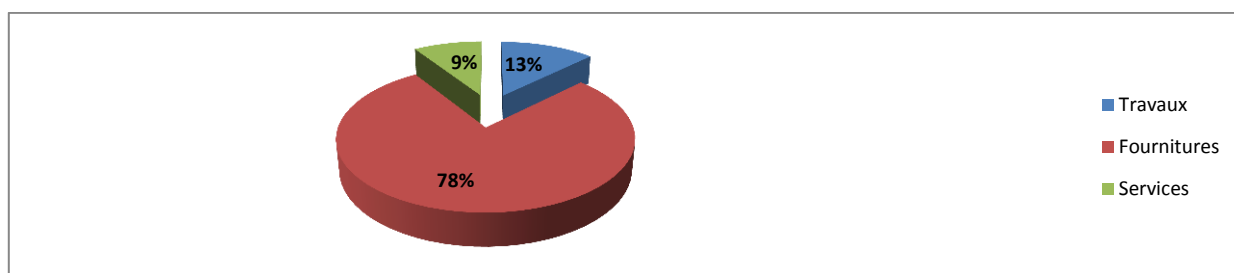
- du renforcement de la constatation du service fait ;
- de l'organisation de contrôles des inventaires ;

- de la sensibilisation des ordonnateurs et responsables de programmes sur la mise en place du contrôle interne et du contrôle de gestion dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF.

3.2.1 Renforcement de la constatation du service fait

Au 31 décembre 2015, le Contrôle Financier a pris part à **3403** séances de constatation du service fait contre **4430** en 2014. La répartition par nature des constatations du service fait effectuées est présentée dans la figure suivante.

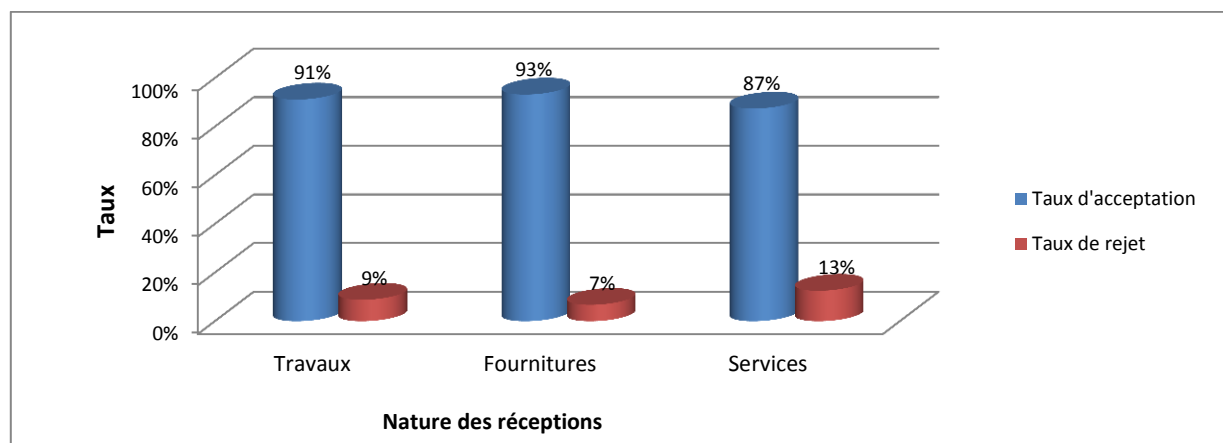
Figure n° 7 : Répartition par nature des constatations du service fait effectuées en 2015



Source : Données du tableau n° 1 de l'annexe n° 4

De cette figure, il ressort que **78 %** des constatations du service fait effectuées sont relatives aux fournitures contre **13 %** relatives aux travaux et **9 %** relatives aux prestations de services. Le point des réceptions acceptées et rejetées est retracé dans le graphe suivant.

Figure n° 8 : Taux d'acceptation et de rejet des constatations du service fait en 2015



Source : Données du tableau n° 2 de l'annexe n° 4

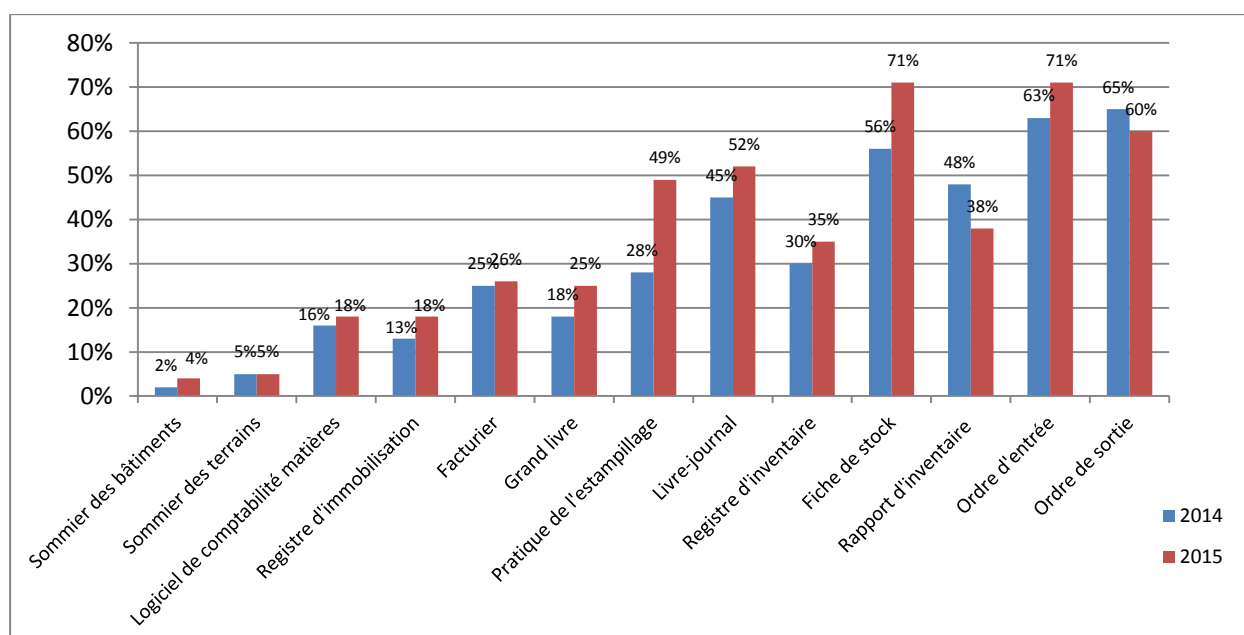
Il ressort de cette figure que **le plus fort taux d'acceptation** est noté au niveau des constatations du service fait relatives aux fournitures (**soit 93 %**), tandis que **le plus faible taux d'acceptation** est noté au niveau des constatations de service fait relatives aux services (**soit 87 %**). Le **taux global d'acceptation** des réceptions est ressorti à **92 %** contre un **taux global de rejet de 8 %** (Cf. tableau n° 2 de l'annexe n° 4).

3.2.2 Point du contrôle des inventaires

L'organisation du contrôle des inventaires au titre de la gestion 2015 a permis de noter que la tenue des outils de la comptabilité matières a connu d'amélioration suite au contrôle organisé en 2014. En effet, le taux moyen de la tenue des outils est passé de **35 %** en 2014 à **39 %** en 2015 (Cf. annexe n° 5).

La situation comparée de la tenue des outils entre 2014 et 2015 se présente comme suit :

Figure n° 9 : Situation comparée de la tenue des outils de comptabilité matières en 2014 et 2015



Source : Données du tableau en annexe n° 5

De la figure ci-dessus, il ressort que les outils dont la tenue a connu une importante amélioration sont la fiche de stock et l'ordre d'entrée. En effet, en 2015, ils sont tenus par 71 % des structures contrôlées contre respectivement 56 % et 63 % en 2014.

En outre, il est noté que la tenue de l'ordre de sortie a connu une régression par rapport à l'année antérieure (soit 60 % contre 65 % en 2014). Il en est de même du rapport d'inventaire dont l'actualisation par les structures contrôlées a connu une régression (soit 38 % contre 48 % en 2014). L'informatisation de la tenue de la comptabilité des matières par le recours à un logiciel demeure faible car seulement 18 % des structures dispose d'un logiciel de comptabilité matières.

Par ailleurs, deux outils continuent d'être faiblement tenus, à savoir le sommier des bâtiments et le sommier des terrains.

3.2.3 Sensibilisation des ordonnateurs sur la mise en place du contrôle interne et du contrôle de gestion dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF), les ordonnateurs doivent mettre en place un contrôle interne et un contrôle de gestion dont l'efficacité déterminera l'adaptation par le Contrôle Financier des modalités du contrôle a priori. A cet effet, une formation sur le contrôle interne a été organisée à leur intention pour les sensibiliser à sa mise en place.

3.3 Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des cadres du Contrôle Financier et des acteurs de la chaîne des dépenses publiques

Les activités réalisées pour la mise en œuvre de cette action sont : l'organisation de formations au profit du personnel, l'organisation d'une tournée d'appui-conseils au profit des ministères, institutions de l'Etat et départements et l'acquisition d'équipements.

3.3.1 Organisation de formation au profit du personnel

Au total, dix-neuf (19) agents du Contrôle Financier ont été formés à l'extérieur dans le cadre du renforcement des capacités du personnel au titre de la gestion 2015. Le détail des formations se présente comme suit :

- 02 agents formés sur « l'audit et contrôle des finances publiques », du 25 mai au 12 juin 2015 à La Rochelle en France ;
- 02 agents formés sur « l'audit et contrôle des marchés publics », du 25 mai au 12 juin 2015 à La Rochelle en France ;
- 01 agent formé sur « la gestion du cycle des marchés publics et administration des contrats », du 11 mai au 05 juin 2015 ;
- 08 agents formés sur le contrôle budgétaire dans le cadre d'une mission en administration comparée sur le contrôle budgétaire en France, du 30 novembre au 04 décembre 2015 ;
- 04 agents formés sur le contrôle financier au Maroc dans le cadre d'une mission en administration comparée, du 23 au 28 novembre 2015.

3.2.2 Organisation d'une tournée d'appui-conseils au profit des ministères, institutions de l'Etat et départements

Le renforcement des capacités des cadres de la chaîne des dépenses a été effectif grâce à la tournée d'appui-conseils réalisée au 1^{er} trimestre de l'année 2015. Cette tournée a servi comme par le passé d'un creuset d'échanges et d'information des acteurs de la chaîne de dépense sur les modalités d'exécution du Budget Général de l'Etat et la mise en œuvre de l'allègement du contrôle a priori qui a été généralisé pour compter de la gestion 2015.

3.2.3 Acquisition d'équipement

Dans le cadre du renforcement des capacités d'intervention du Contrôle Financier, deux véhicules pick-up de type 4x4 et trois motos ont été acquis au profit du personnel.

3.4 Actualisation et élaboration des manuels de gestion du Contrôle Financier

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, deux activités étaient prévues à savoir l'actualisation du répertoire des prix de référence d'une part et celle du guide à l'usage des ordonnateurs délégués d'autre part. En ce qui concerne le répertoire des prix de référence, son actualisation a permis d'éditer la neuvième version qui a été mise en application au titre de la gestion 2016. Quant au guide à l'usage des ordonnateurs délégués, son actualisation n'a plus été jugée nécessaire compte tenu de ce que le guide d'exécution des dépenses publiques, édité en novembre 2014, remplaçait valablement le guide à l'usage des ordonnateurs délégués.

4. Difficultés rencontrées et suggestions

4.1 Difficultés rencontrées

Les difficultés récurrentes du Contrôle Financier sont relatives à :

- l'insuffisance de personnel aggravée par les départs à la retraite ;
- l'insuffisante couverture des besoins en formation du personnel ;
- ***l'insuffisance de la dotation de fonctionnement du Contrôle Financier avec pour corollaire l'impossibilité de satisfaire les besoins en fournitures et équipements de bureaux des agents tant au niveau central qu'au niveau déconcentré ; d'où la dépendance des Délégations du Contrôle Financier vis-à-vis des institutions contrôlées ;***
- l'insuffisance de locaux pour mettre les agents dans de bonnes conditions de travail ;
- l'insuffisance de véhicules de pool pour assurer les déplacements des agents dans le cadre des différentes missions pour nécessités de service.

4.2 Suggestions

Une attention particulière de l'autorité aux différents problèmes évoqués est souhaitable pour accompagner le Contrôle Financier dans sa mission de contrôle a priori des finances publiques. **L'augmentation de la dotation annuelle allouée au Contrôle Financier pour son fonctionnement s'avère donc indispensable pour une meilleure performance de la structure.**

CONCLUSION

Au terme de la gestion 2015, le Contrôle Financier peut se féliciter du niveau d'exécution de son Plan de Travail Annuel qui est ressorti à 95 %, soit un écart de 5 % par rapport au taux prévisionnel. En dépit des maigres moyens dont dispose la structure, elle n'a ménagé aucun effort pour réaliser ses activités.

En s'inscrivant dans la démarche qualité, le Contrôle Financier s'évertue à mettre en place un système de management de la qualité en vue de l'amélioration continue de ses performances. A cet égard, il est important que le Ministre chargé des Finances mette à la disposition de la structure les moyens nécessaires pour l'atteinte des objectifs en vue de sa certification à l'ISO 9001 : 2008.

Le Contrôleur Financier,

Latifou Franck K. DJIGLA

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : DONNEES RELATIVES AUX DOSSIERS RECUS ET TRAITES

Tableau n° 1 : Répartition des titres d'engagement reçus en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Fréquence relative
Contrats de baux administratifs	62	0,21%
Contrats de prestations de services	80	0,27%
Contrats de marchés publics	410	1,38%
Décisions de mandatement	9 624	32,48%
Bons de commande	19 457	65,66%
TOTAL	29 633	100,00%

Source : Synthèse rapports d'activité 2015 des DCF.

Tableau n° 2 : Situation des contrats traités en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Visés	Visas réservés	Instance	Taux de visa	Taux de visa réservé	Taux d'instance
Contrats de baux administratifs	62	40	22	-	64,52%	35,48%	0,00%
Contrats de prestation de services	80	78	-	2	97,50%	0,00%	2,50%
Contrats de marchés publics	410	237	173	-	57,80%	42,20%	0,00%
TOTAL	552	355	195	2	64,31%	35,33%	0,36%

Source : Rapport des DCF et du BMP, janvier 2016

Tableau n° 3 : Point des contrats de marchés suivant le mode de passation en 2015

Procédure	Nombre de dossiers	Montant total	Taux par rapport à la norme
Appel d'offres	245	129 043 217 935	51,65%
Gré à gré	144	105 180 501 118	42,10%
Avenant	18	843 516 497	0,34%
Consultation restreinte	2	14 278 217 379	5,71%
Convention MOD	1	500 000 000	0,20%
Total	410	249 845 452 929	100,00%

Source : Rapport d'activité du BMP, janvier 2016

Tableau n° 4 : Situation des décisions de mandatement et bons de commande traités en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Visés	Différés	Rejetés	Instance	Taux de visa	Taux de différé	Taux de rejet	Taux d'instance
Décisions de mandatement	9 624	7 524	629	1 471	0	78%	7%	15%	0%
Bons de commande	19 457	18 047	701	687	22	93%	4%	4%	0%
TOTAL	9 624	7 524	629	1 471	0	78%	7%	15%	0%

Source : Synthèse rapports d'activités 2015 des DCF et du BCE.

Tableau n° 5 : Répartition des titres de paiement reçus en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Fréquence relative
Mandats de paiement	27 646	87%
Ordres de paiement	4 128	13%
TOTAL	31 774	100%

Source : Synthèse rapports d'activités 2015 des DCF et du BCE.

Tableau n° 6 : Situation des titres de paiement traités en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Visés	Différés	Rejetés	Instance	Taux de visa	Taux de différé	Taux de rejet	Taux d'instance
Mandats de paiement	27 646	25 197	1 354	1 095	0	91%	5%	4%	0%
Ordres de paiement	4 128	3 754	267	105	2	91%	6%	3%	0%
TOTAL	31 774	28 951	1 621	1 200	2	91%	5%	4%	0%

Source : Synthèse rapports d'activités 2015 des DCF et du BCE.

Tableau n° 7 : Point des dossiers relatifs à la carrière des agents de l'Etat traités en 2015

Nature des dossiers	Reçus	Fréquence relative	Visés	Rejetés	Instance	Taux de visa	Taux de rejet	Taux d'instance
Actes de carrière	1721	50%	1426	165	130	83%	10%	8%
Dossiers de pension	1492	43%	1289	180	23	86%	12%	2%
Capital-décès	59	2%	54	5	0	92%	8%	0%
Contrat de travail	175	5%	160	15	0	91%	9%	0%
TOTAL	3447	100%	2929	365	153	85%	11%	4%

Source : Rapport d'activités 2015 du BER, mars 2016.

ANNEXE N° 2 : LISTE DES TRAVAUX EN COMMISSION AUXQUELS LE CONTROLE FINANCIER A PARTICIPE EN 2015

Les travaux en commission auxquels le Contrôle Financier a participé du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 sont :

1. la commission chargée du reversement des agents à statuts précaires du Ministère de la Santé ;
2. la commission chargée du traitement des dossiers de retraite et de la délivrance des carnets de pension des agents admis à faire valoir leur droit à une pension au titre de juillet et octobre 2015 ;
3. la commission chargée de la prise des projets d'avenant au profit des agents reversés du Ministère de la Santé ;
4. la commission chargée de l'étude des dossiers des projets d'avenants aux contrats de travail des agents du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche ;
5. la commission chargée de l'étude des dossiers de titularisation et de reclassement ;
6. la commission chargée de l'étude des dossiers d'avancement en grade des magistrats ;
7. la commission chargée de l'attribution des bourses et secours universitaires ;
8. la commission chargée d'examiner les modalités d'application du décret n° 2004-176 du 06 avril 2004 et de faire payer les droits résultant de la reconstitution de carrière des magistrats ;
9. la commission chargée du reclassement en B et de titularisation au profit du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
10. de la commission chargée du traitement des dossiers de retraite et de délivrance de carnets de pension.

ANNEXE N° 3 : DONNEES RELATIVES A LA CONSOMMATION DES CREDITS

Tableau n° 1 : Situation globale de consommation des crédits du budget de l'Etat, gestion 2015

N°	INSTITUTIONS ET MINISTERS DE L'ETAT	CREDIT OUVERT	ENGAGEMENTS	ORDONNANCEM.	DISPONIBLE	Montant OP	TAUX ENG	TAUX LIQ	Taux d'OP
1	ASSEMBLEE NATIONALE	12 854 327 000	4 353 343 098	12 963 357 098	0	8 500 983 902	33,87	100,85	0,00
2	COURS CONSTITUTIONNELLE	1 339 397 000	1 357 568 768	1 340 611 762	22 591 250	-18 171 768	101,36	100,09	1,69
3	COURS SUPREME	2 831 445 000	2 429 213 506	2 179 284 691	116 466 250	402 231 494	85,79	76,97	5,34
4	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 821 721 000	1 791 978 100	1 732 417 285	58 555 250	29 742 900	98,37	95,10	3,38
5	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	1 620 547 000	1 977 172 437	1 573 814 632	42 953 750	-356 625 437	122,01	97,12	2,73
6	HAUTE COUR DE JUSTICE	840 052 000	828 685 644	781 325 856	31 485 000	11 366 356	98,65	93,01	4,03
7	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	15 150 344 793	14 127 291 177	12 223 996 499	758 658 500	1 023 053 616	93,25	80,68	6,21
8	MINISTERE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	52 919 735 628	54 104 657 050	48 328 342 145	1 541 016 740	-1 184 921 422	102,24	91,32	3,19
9	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	51 393 108 231	29 732 512 971	25 686 306 439	875 861 856	21 660 595 260	57,85	49,98	3,41
10	MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME	12 399 319 999	14 693 801 849	13 645 532 141	260 880 000	13 009 311 000	118,50	110,05	1,91
11	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	2 095 809 822	1 832 262 917	1 459 779 857	130 194 000	263 546 905	87,43	69,65	8,92
12	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE CHARGE DU DIALOGUE SOCIAL	6 388 301 201	6 019 376 093	5 696 787 837	247 870 373	368 925 108	94,22	89,18	4,35
13	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE LA COMMUNICATION ET DES TIC	21 931 157 567	12 401 567 797	9 994 758 889	175 980 000	9 529 589 770	56,55	45,57	1,76
14	MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	10 201 236 684	9 425 043 748	5 629 458 392	260 620 000	776 192 936	92,39	55,18	4,63
15	MINISTERE DE LA SANTE	83 220 005 139	70 939 528 039	63 569 996 002	1 853 316 000	12 280 477 100	85,24	76,39	2,92
16	MINISTERE DE L'ENERGIE , DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES , DE L'EAU ET DU DEVELOPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	84 474 602 000	31 727 822 455	20 365 018 754	3 314 598 750	52 746 779 545	37,56	24,11	16,28
17	MINISTERE DE LA CULTURE DE L'ALPHABETISATION DE L'ATISANAT ET DU TOURISME	8 702 747 176	8 043 784 203	7 525 319 645	272 163 400	658 962 973	92,43	86,47	3,62
18	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	92 454 388 000	73 597 193 147	66 615 620 151	830 175 000	18 857 194 853	79,60	72,05	1,25

19	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES LOISIRS ET DES SPORTS	9 128 883 103	8 502 963 444	7 857 309 067	354 998 638	625 919 659	93,14	86,07	4,52
20	MINISTERE DE LA FAMILLE, DES AFF SOCIALES, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES HANDICAPES ET DES PERSONNES DE 3ème AGE	5 352 457 147	5 061 662 090	4 446 396 778	316 423 000	290 795 057	94,57	83,07	7,12
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	50 105 046 580	49 580 984 610	48 569 850 628	224 088 000	524 061 970	98,95	96,94	0,46
22	MINISTERE DE LA MICRO FINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	12 850 259 268	15 275 459 764	14 926 664 207	221 426 000	-2 425 200 496	118,87	116,16	1,48
23	MINISTERE T DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	155 266 127 712	59 253 557 858	49 788 095 301	255 836 250	96 012 569 854	38,16	32,07	0,51
24	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DU REBOISEMENT ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCE NATURELLES ET FORESTIERES	14 234 666 000	5 522 587 603	4 320 443 223	308 768 500	8 712 078 397	38,80	30,35	7,15
25	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ASSAINISSEMENT	52 037 997 000	29 491 766 793	22 016 165 274	300 924 250	22 546 230 207	56,67	42,31	1,37
26	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	20 424 789 942	20 244 611 997	19 478 739 707	325 710 020	180 177 945	99,12	95,37	1,67
27	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	45 007 411 000	31 353 967 822	30 319 596 309	443 084 500	13 653 443 178	69,66	67,37	1,46
28	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE	102 216 699 516	109 949 733 767	106 799 262 694	1 574 827 810	-7 733 034 251	107,57	104,48	1,47
29	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES	55 795 906 637	52 539 014 955	49 025 246 028	1 453 968 500	3 256 891 682	94,16	87,87	2,97
30	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR	31 389 400 421	31 782 232 416	29 920 772 964	172 707 507	-392 831 995	101,25	95,32	0,58
31	MINISTERE DU DEVELOPPEMENTDE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE	9 292 102 478	6 412 692 948	6 058 392 729	89 387 756	2 879 409 530	69,01	65,20	1,48
32	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE L'ECONOMIE MARITIME, DES TRANSPORTS MARITIMES ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	1 583 426 273	1 226 301 990	995 932 491	78 141 750	357 124 283	77,45	62,90	7,85
33	MINISTERE DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	2 505 847 683	1 784 034 720	1 498 492 127	82 600 000	357 124 283	71,19	59,80	5,51
34	MINISTERE PR CHARGE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES DE MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT	1 286 092 000	782 995 263	737 145 132	45 260 000	0	60,88	57,32	6,14
	TOTAL	1 031 115 358 000	768 147 371 039	698 070 232 734	17 041 538 600	277 403 994 394	74,50	67,70	2,44

Source : Données du SIGFiP, Février 2016

Tableau n° 2 : Situation globale de la consommation des crédits de dépenses d'investissements publics financés par le Budget National – gestion 2015

N°	INSTITUTIONS ET MINISTRES DE L'ETAT	CREDITS OUVERTS	ENGAGEMENTS	ORDONNANC.	DISPONIBLE	Montant OP	TAUX ENG	TAUX LIQ	Taux OP
1	ASSEMBLEE NATIONALE	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
2	COURS CONSTITUTIONNELLE	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
3	COURS SUPREME	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
4	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
5	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
6	HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00
7	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 042 926 793	1 455 174 781	1 349 745 923	7 303 000	-412 247 988	92,75	129,42	0,54
8	MINISTRE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	876 696 628	1 086 608 899	957 875 064	30 000 000	-209 912 271	88,15	109,26	3,13
9	MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	12 706 522 231	11 225 056 422	10 152 958 547	451 732 752	1 481 465 809	90,45	79,90	4,45
10	MINISTRE DE LA JUSTICE, DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME	2 533 955 999	2 546 180 730	2 212 115 538	65 465 000	-12 224 731	86,88	87,30	2,96
11	MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	405 298 822	396 572 645	235 048 980	25 165 000	8 726 177	59,27	57,99	10,71
12	MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE CHARGE DU DIALOGUE SOCIAL	638 138 201	614 710 238	592 630 238	22 080 000	23 427 963	96,41	92,87	3,73
13	MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE LA COMMUNICATION ET DES TIC	4 742 428 567	3 797 623 459	3 191 281 566	92 468 000	944 805 108	84,03	67,29	2,90
14	MINISTRE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	2 331 047 684	2 381 085 614	2 237 110 410	75 000 000	-50 037 930	93,95	95,97	3,35
15	MINISTRE DE LA SANTE	6 992 397 139	7 658 474 750	5 658 232 562	681 466 000	-666 077 611	73,88	80,92	12,04
16	MINISTRE DE L'ENERGIE , DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES , DE L'EAU ET DU DEVELOPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	28 455 318 000	23 188 964 221	17 699 865 215	3 236 633 000	5 266 353 779	76,33	62,20	18,29
17	MINISTRE DE LA CULTURE DE L'ALPHABETISATION DE L'ATISANAT ET DU TOURISME	2 425 866 176	1 923 021 564	1 659 725 886	62 202 000	502 844 612	86,31	68,42	3,75
18	MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	10 244 365 000	6 868 315 796	5 965 465 525	345 599 000	3 376 049 204	86,85	58,23	5,79

19	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES LOISIRS ET DES SPORTS	1 614 604 103	1 584 478 561	1 314 630 694	109 500 000	30 125 542	82,97	81,42	8,33
20	MINISTERE DE LA FAMILLE, DES AFF SOCIALES, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES HANDICAPES ET DES PERSONNES DE 3ème AGE	1 125 275 147	1 024 598 818	806 470 423	117 500 000	100 676 329	78,71	71,67	14,57
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	4 228 144 580	3 572 092 394	2 773 269 541	62 250 000	656 052 186	77,64	65,59	2,24
22	MINISTERE DE LA MICRO FINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	525 655 268	674 675 318	606 492 408	41 250 000	-149 020 050	89,89	115,38	6,80
23	MINISTERE T DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	35 837 175 712	21 166 020 060	19 581 757 658	149 505 000	14 671 155 652	92,52	54,64	0,76
24	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DU REBOISEMENT ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCE NATURELLES ET FORESTIERES	3 713 408 000	2 902 075 370	1 926 125 361	237 525 000	811 332 630	66,37	51,87	12,33
25	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ASSAINISSEMENT	13 965 035 000	13 225 723 880	11 268 581 839	222 665 000	739 311 120	85,20	80,69	1,98
26	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	3 328 897 942	2 946 292 030	2 699 911 572	24 700 000	382 605 912	91,64	81,11	0,91
27	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	13 961 105 000	12 922 937 727	12 758 381 483	135 862 500	1 038 167 273	98,73	91,39	1,06
28	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE	8 444 246 516	8 203 700 151	6 915 000 945	236 038 000	240 546 365	84,29	81,89	3,41
29	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES	2 685 541 637	3 626 367 107	1 978 387 867	89 041 000	-940 825 470	54,56	73,67	4,50
30	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR	2 859 716 421	1 734 542 972	398 879 350	31 568 257	4 961 789 460	23,00	13,95	7,91
31	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE	3 898 715 478	3 746 849 465	3 538 556 340	12 000 000	151 866 013	94,44	90,76	0,34
32	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PR CHARGE DE L'ECONOMIE MARITIME, DES TRANSPORTS MARITIMES ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	639 067 273	573 298 266	466 800 670	18 000 000	65 769 007	81,42	73,04	3,86
33	MINISTERE DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	410 965 683	333 372 384	286 984 172	4 000 000	77 593 299	86,09	69,83	1,39
34	MINISTERE PR CHARGE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES DE MISE	100 000 000	89 435 939	88 885 939	550 000	10 564 061	99,39	88,89	0,62
	TOTAL	170 732 515 000	141 468 249 561	119 321 171 716	6 587 068 509	33 100 881 450	84,34	69,89	5,52

Source : Données du SIGFiP, Février 2016

ANNEXE N° 4 : POINT DES CONSTATATIONS DU SERVICE FAIT EFFECTUEES EN 2015

Tableau n° 1 : Répartition par nature des constatations du service fait effectuées en 2015

Nature des réceptions	Nombre de réceptions effectuées	Fréquence relative
Travaux	430	13%
Fournitures	3681	78%
Services	319	9%
TOTAL	4430	100%

Source : Rapports d'activités 2015 des DCF et Bureaux

Tableau n° 2 : Point des constatations du service fait effectuées en 2015

Nature des réceptions	Nombre de réceptions effectuées	Nombre de réceptions acceptées	Nombre de réceptions rejetées	Taux d'acceptation	Taux de rejet
Travaux	430	392	38	91%	9%
Fournitures	2662	2482	180	93%	7%
Services	311	272	39	87%	13%
TOTAL	3403	3146	257	92%	8%

Source : Rapports d'activités 2015 des DCF et Bureaux

ANNEXE N° 5 : SITUATION COMPAREE DE LA TENUE DES OUTILS DE LA COMPTABILITE MATIERE EN 2014 ET 2015

N°	Outils à tenir	Proportion des structures tenant l'outil	
		2014	2015
1	Sommier des bâtiments	2%	4%
2	Sommier des terrains	5%	5%
3	Logiciel de comptabilité matières	16%	18%
4	Registre d'immobilisation	13%	18%
5	Facturier	25%	26%
6	Grand livre	18%	25%
7	Pratique de l'estampillage	28%	49%
8	Livre-journal	45%	52%
9	Registre d'inventaire	30%	35%
10	Fiche de stock	56%	71%
11	Rapport d'inventaire	48%	38%
12	Ordre d'entrée	63%	71%
13	Ordre de sortie	65%	60%
TAUX MOYEN DES STRUCTURES TENANT L'OUTIL		35 %	39 %